

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Il suffit de se pencher sur un certain nombre des problèmes socio-économiques de notre société pour constater les répercussions sur les Canadiens des mesures fiscales et des budgets. Nous voici en 1988 dans ce pays très prospère, heureux et progressiste qu'est le Canada. Mais est-ce que nous nous sommes jamais demandé, lorsque nous visitons Vancouver, Toronto ou Montréal qui figurent parmi les agglomérations les plus prospères du pays, pour quelle raison les queues s'allongent aux banques d'aliments et aux soupes populaires? Comment se fait-il que dans certaines de ces villes les églises collectent les aliments et les distribuent le samedi et le dimanche aux nécessiteux? Cela ne s'était pas vu même au plus fort de la crise économique il y a plusieurs années, ni même aux plus sombres moments de la guerre. Or non seulement ces queues existent en 1988, mais elles s'allongent.

L'activité augmente aux banques d'aliments de l'agglomération torontoise. La *North York Harvest Food Bank* par exemple, qui se trouve dans ma circonscription, continue de mobiliser les citoyens pour collecter des aliments à l'intention des nécessiteux. Il y a beaucoup de monde dans ma circonscription de York-Ouest, peuplée de gens des classes moyennes, qui n'arrivent pas à croire à l'existence de ce problème. Peut-être ce problème est-il relativement caché, et pour cette raison la banque d'aliments a du mal à mobiliser les Canadiens pour qu'ils assistent leurs congénères.

Nous avons essayé d'aider cette banque en organisant des campagnes à Noël, non seulement pour recevoir plus d'aliments mais pour instruire et mobiliser la collectivité canadienne dans le sens de la solidarité.

Sur le plan de la réputation collective ou mondiale, qu'est-ce que cela représente pour le pays lorsque les queues s'allongent? Cela veut dire qu'il y a quelque chose qui ne va pas quelque part dans le système. S'ils avaient le choix ils ne seraient pas là ces gens, hommes, femmes et enfants qui font la queue pour avoir de la soupe, des sandwiches et des articles d'épicerie. Il y aurait peut-être quelques cas d'abus ici ou là, des gens qui prennent l'habitude de compter là-dessus ou de faire la queue. Mais pour la très grande majorité des intéressés, ils ne seraient pas là s'ils pouvaient subvenir à leurs besoins. Je ne vois rien de plus humiliant pour la dignité individuelle que d'avoir à dire à la société, par le seul fait qu'on se trouve là, qu'on ne trouve pas le moyen de nourrir sa famille. C'est un constat lourd de conséquences. Il remet en question tout ce qu'embrasse la notion même de citoyen canadien.

Mais Dieu merci, les Églises et les organismes sans but lucratif essaient de prendre la relève. Les files d'attente aux banques alimentaires devraient pourtant montrer à nos dirigeants politiques que quelque chose cloche et qu'il faut agir. La gestion fiscale, les budgets et l'organisation des dépenses publiques ne sont pas étrangères au spectacle dégradant des gens qui font la queue soir et matin. Nous devons dénoncer cet état de choses.

Comment se fait-il que le nombre de sans abri soit plus élevé aujourd'hui? Pourquoi les grands centres les plus prospères arrivent-ils au premier rang pour le nombre de gens sans abri? Disons encore une fois merci aux organismes sans but lucratif, aux Églises, et aux âmes charitables qui ont mobilisé toutes leurs ressources pour combattre ce fléau. La pauvreté n'est-elle pas un sous-produit d'un mauvais fonctionnement de notre

système? Pourquoi est-elle en hausse actuellement? Pourquoi y a-t-il plus de célibataires et de femmes avec enfants à charge vivant en-deçà du seuil de la pauvreté? La mère ou les deux parents doivent se débrouiller seuls pour vivre, mais comme nous n'avons pas de services de garderie adéquats, personne ne s'occupe de leurs enfants. En pareil cas, ne sommes-nous pas devant un problème social, et non plus devant un problème individuel ou familial?

Que dire de l'augmentation des emplois dont le gouvernement aime tant se vanter tous les quinze jours à la Chambre quand il peut mettre la main sur des statistiques? La plupart ne sont-ils pas des emplois à temps partiel et mal payés, des emplois qu'on peut perdre d'une semaine à l'autre malgré les vantardises de ce gouvernement qui prétend avoir créé les emplois que souhaitent les Canadiens?

Que dire des diverses régions du pays, les endroits qui ne s'appellent pas Toronto, Montréal ou Vancouver? Quel sort est réservé aux villes comme Moncton, Sault-Sainte-Marie et Sudbury? Quel sort est réservé aux villes qui ne comptent qu'une seule industrie et dont les citoyens ne jouissent pas des mêmes avantages qu'ils pourraient obtenir ailleurs au Canada? Ne pouvons-nous pas commencer également à rétablir l'équilibre?

Bien entendu nous le pouvons si nous sommes bien décidés à le faire, si nous avons le courage et la dignité d'affirmer qu'il ne s'agit pas de savoir combien nous dépensons ou à quels endroits nous affecterons nos deniers publics, mais de décider comment nous dépenserons ces sommes, comment nous établirons nos budgets et à qui ces mesures fiscales sont destinées. Doivent-elles élargir le fossé? Doivent-elles allonger les queues? Les villes comme Moncton doivent-elles se résigner à leur sort ou bien espérer devenir des villes prospères? Doivent-elles accroître le nombre de familles pauvres dont le chef est une femme célibataire?

Si nous avons collectivement le courage de chercher à améliorer le sort de ces Canadiens, pourquoi ne le faisons-nous pas? Comment se fait-il qu'une famille qui gagne 15 000 \$ par an voit ses impôts augmentés de près de 70 p. 100, tandis qu'une famille qui gagne 100 000 \$ doit subir une augmentation de seulement 2 p. 100?

● (1230)

Tous les Canadiens sont réalistes au sujet des impôts. Ils savent que les impôts ne disparaîtront pas. Cela ne les dérange pas de payer par le biais du système fiscal afin de pouvoir bénéficier des biens et des valeurs garantis par le contrat social canadien. Cela ne nous fait rien de payer pour pouvoir jouir d'un système de santé, d'un système scolaire et d'un système de civilisation dont sont privés beaucoup d'autres pays. Je pense à ces pays dotés de magnifiques stations touristiques, que nous visitons durant nos vacances. Ces pays nous satisfont pendant une semaine ou deux mais, lorsque nous sortons de la station touristique, nous pouvons voir le genre de vie menée par les habitants de cette partie du monde. Lorsque nous revenons au Canada, nous remercions le ciel dans une certaine mesure de notre système. Nous comprenons également que nous devons payer pour notre système. A mon avis, le Canadien moyen dans ma circonscription et dans la vôtre, madame la Présidente, est réaliste et sait ce qu'il en coûte pour maintenir notre style de vie.